

« Mettre la pression à l'État»: une série de réunions publiques dans la Manche pour alerter sur le recul du trait de côte

L'Association de défense du trait de côte du Cotentin (ADTCOC) propose une série de réunions publiques dans toute la Manche pour alerter sur l'urgence d'agir face à la montée des eaux. La première a eu lieu, ce jeudi 6 novembre 2025, à Siouville-Hague (Manche).



La protection du littoral et la lutte contre l'érosion sont deux sujets importants qui préoccupent les habitants de Siouville-Hague (Manche). | ARCHIVES OUEST-FRANCE
Noémie BAUDOUIN. Publié le 07/11/2025 à 17h00

« Nous pouvons mettre en place, à court terme, des solutions pour protéger les habitants. » Voici en quelques mots le résumé de la [réunion publique que l'Association de défense du trait de côte du Cotentin \(ADTCOC\)](#) a tenu, ce jeudi 6 novembre 2025, à Siouville-Hague (Manche). La première d'une série de cinq rencontres qui se tiendront dans différentes villes côtières de la Manche jusqu'au mois de février 2026.

Denis Lefebvre, président de l'ADTCOC rappelle les deux risques qui menacent les côtes de la Manche : la submersion marine, lorsque l'eau entre dans les terres, et l'érosion, quand la mer grignote la dune. « **Nous, on veut éviter que des personnes se réveillent au milieu de la nuit les pieds dans l'eau** », amorce-t-il.

« Les élus doivent s'emparer de la question »

Problème : aujourd'hui la protection du littoral est bien souvent délaissée par les politiques. Le collectif aimerait réveiller les consciences pour qu'enfin, le problème soit pris à bras-le-corps. « **Les élections municipales arrivent, précise-t-il. Les élus ont**

du mal à s'emparer de la question, or ils sont responsables. Nous voulons informer et sensibiliser la population pour que vous sollicitiez les maires et les candidats sur ces risques. »

Concrètement, l'association demande aux élus des collectivités d'interpeller l'Etat sur les dangers que courent les administrés. « **Il faut fédérer les acteurs de la protection du littoral pour mettre la pression sur l'Etat** » Et il y a urgence ! « **Il faut absolument que l'Etat simplifie les procédures et autorise la réalisation d'ouvrages de protection avant qu'une catastrophe ne se produise, s'alarme-t-il, on n'est pas obligé de tout faire en une seule fois mais il faut commencer** »

Prochaines réunions : **vendredi 14 novembre 2025** à 18h, à la salle polyvalente de Port-Bail-Sur-Mer, le **28 novembre**, 18h à la salle de conférence du Phénix à Saint-Lô, le **11 décembre**, 17h30 à Coutainville, le **5 février** à Barfleur, le **12 février**, 18h à Granville